



Libres penseurs de France

Découvrez nos veilles thématiques

**Infolettre bimensuelle du
1er décembre 2023
#19**

La volonté trouve, la liberté choisit. Trouver et choisir, c'est penser, Victor Hugo.

L'ADLPP propose aux esprits libres une infolettre sur la laïcité en France et dans le monde dans les domaines de la culture et de la politique, de l'éducation et de l'enseignement, de la société et du féminisme, de l'humanisme et de la liberté de conscience.

Nous ne prétendons pas couvrir l'ensemble des domaines où la laïcité et la liberté de conscience sont en jeu mais donner un aperçu de ce qui est diffusé.

Les articles collectés ne sont pas tous favorables à la liberté de conscience car les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs et c'est justement pour permettre de mieux comprendre les dangers qui menacent celle-ci que nous mettons à disposition cette veille numérique.

*Chère lectrice, cher lecteur,
Afin de bien démarrer l'Infolettre bimensuelle du 1er jour de chaque mois, l'Infolettre n°19 est riche en actualités depuis le 9 novembre dernier.
Bonne lecture.*

ANTISÉMITISME



Lettre aux Français d'Emmanuel Macron : « Pas de tolérance pour l'intolérable » - Le Parisien

EXCLUSIF | Dans un texte que notre journal révèle, le chef de l'État appelle les Français à se lever contre « l'insupportable résurgence d'un antisémitisme débridé ».

[Lire la suite](#)





« Après s'être fait dérober la défense de la laïcité, la gauche se fait voler la dénonciation de l'antisémitisme »

La guerre à Gaza est efficacement utilisée par Marine Le Pen pour réaliser ce qui relevait de l'impensable : se poser en rempart contre l'antisémitisme, explique, dans sa chronique, Philippe Bernard, éditorialiste au « Monde ».

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

**Article issu du quotidien,
Le Monde, le 20 novembre 2023**

"Après s'être fait dérober la défense de la laïcité et le soutien des classes populaires, la gauche est en train de se faire voler la dénonciation de l'antisémitisme. La guerre à Gaza est efficacement utilisée par Marine Le Pen pour réaliser ce qui relevait de l'impensable : se poser en rempart contre l'antisémitisme. Dans ce rôle, 42 % des Français lui font confiance, selon un sondage IFOP, contre 41 % à Emmanuel Macron et 17 % à Jean-Luc Mélenchon.

L'ahurissante série de provocations verbales de ce dernier – l'antisémitisme n'était pour le leader de La France insoumise (LFI) qu'un « prétexte » aux manifestations du 12 novembre – ne doit pas masquer une réalité plus ancienne : depuis plus de vingt ans, la gauche a fermé les yeux sur la montée d'un antisémitisme liée notamment à la propagande islamiste, laissant la droite et l'extrême droite la dénoncer.

(...)

Professeur d'histoire en zone d'éducation prioritaire, Iannis Roder se souvient comment, dès 2001, la seconde Intifada et le 11-Septembre ont « libéré une parole haineuse dans[s] es classes ».

L'antisémitisme débridé le disputait à l'homophobie et au sexisme dans un silence quasi général », écrit-il dans *La Jeunesse française, l'école et la République* (Ed. de l'Observatoire, 2022). Même après le meurtre d'Ilan Halimi en 2006, même après les assassinats d'enfants juifs à Toulouse en 2012, la prise d'otages du magasin Hyper Cacher en 2015, les meurtres de Sarah Halimi en 2017 et Mireille Knoll en 2018, ajoute-t-il, « certains continuent de penser que tout cela n'est que résiduel ou le résultat de nos politiques d'exclusion ».

Aujourd'hui, Marine Le Pen dénonce l'antisémitisme pour faire oublier l'histoire de son parti. Mais comment pourrait-elle être crédible sur la défense des juifs, elle dont le projet politique est fondé sur la discrimination et dont le principal lieutenant, le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, ne voit pas en quoi Jean-Marie Le Pen est antisémite ? Quant à Jean-Luc Mélenchon, il cultive l'ambiguïté sur les juifs dans le but de séduire un prétendu « électorat de banlieue ». En réalité, chacun à sa manière, sous le couvert d'un positionnement sur la guerre à Gaza, ne fait que jouer avec le feu du « vieil antisémitisme » français."

[Lire la suite](#)





« Mort aux Juifs » : à la fac de Nanterre, l'antisémitisme prospère

RÉCIT | Tags, menaces, réunions pro-Palestine : des militants d'extrême-gauche y font régner un climat toujours plus hostile.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :
**Article issu du quotidien,
Le Parisien, le 17 novembre 2023**

"Ce sentiment d'insécurité des étudiants juifs de Nanterre ne date pas du 7 octobre. En juin dernier, déjà, des tags représentant des croix gammées ont été découverts dans les toilettes de l'université. « Et puis, il y a toujours eu des affiches en faveur de la Palestine sur le campus », complète Annaëlle, de l'UEJF. « Une étudiante marquée très à gauche m'a déjà expliqué que les Juifs n'étaient pas une minorité discriminée mais une minorité dominante qui détient les médias, la finance, le pouvoir. Je m'en souviendrai toute ma vie », relate Max à son tour.

(...)

Le 8 octobre, Sylvie Retailleau avait par ailleurs écrit une lettre à l'attention des présidents d'université et directeurs d'établissements d'enseignement supérieur, les invitant à « prendre toutes les mesures nécessaires » pour « veiller au respect de la loi et des principes républicains » face à des « dérives ». « Je vous invite à apporter à tout manquement les sanctions disciplinaires et suites judiciaires appropriées, y compris en les signalant au procureur de la République », avait poursuivi la ministre. C'était une semaine après les résultats d'une enquête commandée par l'UEJF à l'Ifop, qui indiquait que 91 % des étudiants juifs de France disent avoir déjà été victimes d'un acte antisémite au cours de leur scolarité."

[Lire la suite](#)



Antisémitisme : monstre à deux têtes

Agressions, intimidations, menaces sur les réseaux sociaux contre les juifs se multiplient depuis l'attaque du Hamas contre Israël, au point que la peur enflé et que la grande marche qui s'est tenue dimanche était nécessaire. Marche à laquelle la gauche radicale, état-major de LFI en tête, a refusé de participer, préférant flatter un électorat en rupture avec l'idéal républicain. De son côté, le RN poursuit sa stratégie de dédramatisation jusqu'à la caricature. Sans effacer son - passé ni ses accointances actuelles avec des antisémites.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :
**Article issu de l'hebdomadaire, Franc-tireur,
le 15 novembre 2023**

"Le désamour entre les Français juifs et la gauche remonte aux années 1990. L'assassinat en 1993 de René Bousquet, ancien secrétaire général de la police de Vichy, leur fait découvrir l'amitié de François Mitterrand avec l'un des principaux artisans de la rafle du Vél' d'Hiv. Avec le livre de Pierre Péan Une jeunesse française, qui sort l'année suivante, ils apprennent qu'en 1943 Mitterrand a été décoré de la francisque des mains de Philippe Pétain en personne. Mais ce sont surtout les répercussions dans l'Hexagone de la seconde Intifada, à partir de 2000, qui vont creuser le fossé.

Tandis que les actes antisémites explosent (82 en 1999 contre 744 en 2000), la gauche au pouvoir fait l'autruche. Alain Finkielkraut suscitera la polémique pour avoir parlé de 2002 comme d'une « année de Cristal à bas bruit ». L'ex-ministre de l'Intérieur Daniel Vaillant expliquera plus tard qu'il s'agissait alors de « ne pas jeter de l'huile sur le feu », confirmant qu'au plus haut sommet de l'État il fut un temps où l'on a préféré détourner les regards d'une réalité dérangeante : celle de la progression, dans les quartiers populaires, d'un antisémitisme qui chemine bien souvent de concert avec l'intolérance, le sexisme, l'homophobie et le fondamentalisme musulman. La prise de conscience, que ce soit dans les médias ou de la part des pouvoirs publics, intervient par à-coups. Comme si la leçon de la veille était oubliée dès le lendemain. Les décennies 2000 et 2010, marquées notamment par l'enlèvement et l'assassinat d'Ilan Halimi, l'attentat contre l'école juive Ozar Hatorah de Toulouse, l'attentat contre l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes ou le meurtre de Sarah Halimi semblent repousser toujours un peu plus les limites du tolérable."

[Lire la suite](#)



ATTEINTE À LA LAÏCITÉ



L'État peut-il vraiment exclure du système scolaire les élèves radicalisés ou portant de graves atteintes à la laïcité ?

183 élèves ont été exclus à titre conservatoire pour avoir perturbé le 16 octobre les hommages aux professeurs assassinés Samuel Paty et Dominique Bernard. Une patate chaude pour l'exécutif pris entre désir de fermeté et obligation de respecter le droit à l'éducation de tout mineur.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu du quotidien, Le Midi libre, le 13 novembre 2023

"Tolérance zéro Marie-Laure Tirelle, enseignante déléguée laïcité à l'Unsa et membre du Conseil national d'action laïque, rappelle ainsi que le sort de ces élèves sera forcément décidé via une procédure soigneusement régie par le Code de l'éducation : « Ils vont passer en conseil de discipline, dont les membres, représentants issus du conseil d'administration de l'établissement, sont des élus. La mesure d'exclusion conservatoire a permis de monter les dossiers puis de convoquer l'élève mis en cause. Il y aura des témoignages, des questions lors du conseil, puis une sanction proposée par le chef d'établissement - exclusion temporaire ou définitive avec ou sans sursis - puis un vote. » Concernant l'hypothèse de créer des centres spécialisés pour ces élèves radicalisés, la déléguée laïcité de l'Unsa confirme : « Le ministre nous a interrogés sur cette hypothèse le 19 octobre, ce qui nous a un peu pris de court. Nous avons été surpris qu'il l'annonce sur France 2 dès le soir

même. Notre réponse est que cela n'existe pas dans le Code de l'éducation et qu'il faudrait légiférer sur le sujet. Cela nécessiterait un travail conjoint avec les ministères de l'Intérieur et de la Justice. » Marie-Laure Trielle souligne aussi que « si on déplace ces élèves les plus radicalisés dans d'autres établissements, ce sera déplacer le problème. Pour nous, c'est en développant la mixité sociale dans les établissements qu'on pourra réduire les atteintes à la laïcité, plus nombreuses en zone prioritaire. »"

[Lire la suite](#)



ENTRETIEN | Dans les écoles de Bretagne, les atteintes à la laïcité en forte hausse depuis la rentrée

Interdiction de l'abaya et du qamis, hommages aux professeurs tués : dans ce contexte, les atteintes à la laïcité signalées dans les écoles bretonnes sont en forte hausse en cette rentrée 2023. Des chiffres à relativiser comparés à d'autres académies, tempère Sophie Ferhadjian, inspectrice d'académie et référente laïcité du rectorat. La contestation des enseignements, dans le public comme le privé, prendrait en revanche de l'ampleur.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu du quotidien, Ouest-France, le 19 novembre 2023

"Depuis 2017, pour aider professeurs et écoles à faire respecter les principes de la laïcité, des équipes ont été mises en place dans chaque académie. En cas d'incident, elles soutiennent les chefs établissements et interviennent si besoin. En Bretagne, c'est Sophie Ferhadjian, agrégée d'histoire et inspectrice pédagogique régionale qui coordonne depuis 2019 cette équipe « Valeurs de la République ».

Elle qui s'intéresse depuis des années à ces thématiques – elle est l'une des contributrices de l'ouvrage Les territoires perdus de la République publié en 2002 – décrit la situation en Bretagne, région manifestement moins touchée que d'autres mais où la contestation des enseignements prend de l'ampleur."

Sommaire

1. Combien d'atteintes à la laïcité vous sont signalées par an ?
2. Comment expliquez-vous ce pic de signalements ?
3. Comment procédez-vous lorsque vous rencontrez les familles ?
4. Le sujet de l'abaya et des tenues religieuses a largement été évoqué au plan national cet été. Est-ce une réalité aussi en Bretagne ?
5. Avez-vous des exemples de contestations d'enseignement ?
6. Y a-t-il des différences entre campagne et villes ?
7. Existe-t-il d'autres particularités en Bretagne ?
8. Et dans le privé ? Comment se manifestent ces particularités bretonnes ?
9. Il n'y a pas d'incidents liés aux tenues religieuses dans les établissements privés ?
10. Selon vous, existe-t-il aujourd'hui un problème spécifique avec l'islam ?
11. Cette contestation de l'enseignement est un phénomène nouveau en Bretagne ?
12. Il n'existe donc pas de « territoires perdus » en Bretagne ?



CONSEIL DE LA LAÏCITÉ



Le chantier de la laïcité au conseil municipal

En première partie du conseil municipal, hier soir, les élus ont débattu des travaux de l'avenue Jean-Jaurès et de l'installation du conseil de la laïcité.

Les conseillers municipaux agenais ont eu le droit, hier soir, à un comité d'accueil particulier. Des membres du comité Palestine 47, une dizaine, s'étaient postés à l'entrée de l'Hôtel de ville pour marquer leur rejet viscéral d'un rapprochement avec la ville israélienne d'Arad dans le cadre d'une initiative tripartite avec Agen et Dinslaken. Dans le même temps, une coopération décentralisée avec une ville de Cisjordanie devait être étudiée lors de ce conseil municipal. Ce dernier a débuté par une minute de silence en hommage Jean-Max Llorca dont les obsèques ont eu lieu samedi matin à Sérignac. L'émotion a été palpable.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

**Article issu du quotidien,
Le Petit Bleu, le 28 novembre 2023**

"L'installation d'un conseil de la laïcité citoyenne d'Agen était ensuite à l'ordre du jour. Laurent Bruneau, proposé pour l'intégrer, aurait préféré qu'il soit baptisé le conseil du vivre ensemble pour respecter la loi 1905, celle de la séparation des églises et de l'État dont ce sera l'anniversaire le 9 décembre. Laurent Bruneau s'est interrogé sur la présence, forte, des représentants du culte. Il a demandé que cette commission soit élargie au référent laïcité de l'Education nationale et au représentant de la Licra. Et au référent laïcité de l'État lancera plus tard Baya Kerkhach.

Mohamed Fellah et Jean Dionis ont indiqué que ce conseil ne rendrait que des avis. « Et il est là pour éclairer des décisions du seul conseil municipal ». Le maire s'est alors attardé sur la laïcité qui, pour lui, « est un concept qui vit ». Il s'est dit favorable à la demande de Laurent Bruneau mais que le conseil de la laïcité en discute d'abord avant que le conseil municipal ne la valide. L'avocat agenais aurait trouvé ça plus logique que ce soit le conseil municipal qui le décide avant que la structure ne soit créée, comme il l'avait décidé pour la présence d'un franc-maçon (lequel ?).

« Je sais que le terme religieux fait peur mais il ne faut pas en avoir peur », a lancé Jean-Marie Nkollo, lui aussi pressenti pour appartenir à ce conseil de la laïcité. Or, a-t-il ajouté, les religieux représentent des courants de pensée. Pour Rose Hecquefeuille, la laïcité garantit la possibilité de croire et ne pas croire. Dans une société qui se radicalise, ce conseil de la laïcité sera utile à la ville a prévenu Aurélie Chaudruc-Bizet.

Les élus ont voté l'installation de conseil de la laïcité (30 voix pour). Les 7 conseillers d'opposition se sont abstenus. Emmanuelle Cugurno, adjointe au maire, s'est elle aussi abstenue. Le conseil municipal pouvait alors se pencher sur les liens à tisser avec Arad et une ville de Cisjordanie (compte rendu à découvrir dans une prochaine édition)."

[Lire la suite](#)



CONTROVERSE



Une « honte absolue » : pourquoi la visite de l'humoriste Yassine Belattar à l'Élysée fait polémique

Quelques jours avant la marche républicaine contre l'antisémitisme, des conseillers d'Emmanuel Macron ont reçu l'humoriste Yassine Belattar, ancien membre du Conseil présidentiel des villes. Une visite controversée qui dérange, au regard des prises de position, parfois polémiques, revendiquées par l'intéressé.

[Voir la vidéo](#)



L'Élysée suscite la polémique en recevant l'humoriste controversé Yassine Belattar

Malgré sa condamnation pour menaces de mort, Yassine Belattar est toujours vu par la présidence de la République comme «un thermomètre» permettant de prendre le pouls d'une partie de la société.

[Lire la suite](#)



ÉDITO - La troublante visite à l'Élysée de Yassine Bellatar, comédien engagé et accusé de complaisance avec l'islamisme, avant la marche contre l'antisémitisme

L'humoriste Yassine Belattar a été reçu par deux conseillers de l'Élysée selon des informations de l'Express, confirmées par BFMTV, et aurait, selon le journal, alerté sur les effets possibles d'une participation d'Emmanuel Macron à la marche contre l'antisémitisme. Une visite qui crée la polémique à droite et à l'extrême droite.

[Voir la vidéo](#)



Marche contre l'antisémitisme : la troublante visite à l'Élysée de Yassine Belattar –

Soucieux de posséder "1 000 capteurs", dit-on dans son entourage, Emmanuel Macron veille à ce que l'ancien membre du Conseil présidentiel des villes, condamné en septembre pour menaces de mort, soit écouté par ses équipes.

[Lire la suite](#)



CULTE

Notre président aurait-il la nostalgie de ce temps où les Églises détenaient le magistère moral de notre jeunesse ?

Communiqué - 16 novembre 2023

Notre président aurait-il la nostalgie de ce temps où les Églises détenaient le magistère moral de notre jeunesse ?

L'invitation faite aux cultes d'intervenir auprès des jeunes pour éviter la concurrence victimaire, dans le contexte de la guerre Hamas-Israël, semble en être le signe.

Faut-il le rappeler ? A l'exception notable de quelques départements français, nous ne sommes plus en régime concordataire.

Dans une publication récente de la conférence des évêques de France consacrée aux avantages d'un tel régime, les auteurs évoquent la reconnaissance de l'utilité sociale des Églises précisant que « la société civile estime que les cultes lui rendent un vrai service, service d'éducation morale, service de lien social, service de l'âme ... ».

Si on peut comprendre que les cultes n'aient jamais renoncé à ce privilège effacé par la loi de séparation et les conquêtes sociales résultant de luttes collectives loin de toute référence religieuse, on doit s'étonner que le représentant de notre République se laisse aller à s'exprimer ainsi.

Ce ne sont pas les représentants des cultes qui sont confrontés dans l'école à cette forme dissimulée de négationnisme que sont les refus d'aborder l'histoire de la Shoah.

Ce sont nos enseignants que notre République laïque doit armer pour accomplir cette mission. Ils sont notre meilleure arme contre l'obscurantisme.

[Lire la suite](#)





Pointant une dérive conservatrice, le personnel fait capoter un projet dans son collège de Vendée

Les Classes du semeur annonçaient l'ouverture d'une filière cuisine, à la rentrée 2024, dans le collège privé Villebois-Mareuil de Montaigu-Vendée. Le projet est abandonné après la mobilisation des enseignants et agents, qui en dénonçaient l'inspiration par la droite catholique conservatrice.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

**Article issu du quotidien, Ouest-France,
le 17 novembre 2023**

"Le questionnaire envoyé par le CSE reçoit la réponse de la quasi-totalité de la communauté éducative, environ 140 personnes. « Au moins 80 % avaient d'eux-mêmes de sérieux doutes sur le projet. » Le 20 octobre, il est retiré. « Il y a eu des inquiétudes et des incompréhensions. Dans ces conditions, on ne va pas plus loin », confirme le directeur de Carlo-Acutis, Loïc Baudet.

Le porteur du projet des Classes du semeur, Vincent Bruggeman, prend acte de cette décision. « Ça ne me choque pas. On doit être dans la coconstruction, nous ne voulons rien imposer », assure-t-il. À la tête pendant six ans des Petits chanteurs à la croix de bois, il dresse un parallèle : « Il s'agit d'intégrer une passion de l'enfant aux matières enseignées. Au lieu de la musique, c'est l'artisanat, pour valoriser l'intelligence de la main. Le directeur diocésain de la Vendée, qui a eu un enfant aux Petits chanteurs à la croix de bois, a pu en voir les bienfaits. »

(...)

Il l'a également expurgé des aspects religieux du règlement. « Nous avons repositionné notre communication, car nous pouvions donner l'impression qu'on pensait faire mieux que les autres. Ce n'était pas notre intention », assure-t-il. Pas suffisant pour convaincre le personnel de Montaigu. Qui n'a qu'une crainte : « On ne voudrait pas que cette histoire pénalise l'image de l'établissement. Pour nous, cela montre au contraire la grande cohésion de notre communauté éducative autour de nos valeurs. »

[Lire la suite](#)



DÉRIVE SECTAIRE



Dérives sectaires : Comment le gouvernement veut mieux combattre les « nouveaux gourous »

La secrétaire d'État à la Citoyenneté, Sabrina Agresti-Roubache, a présenté ce mercredi en Conseil des ministres son projet de loi contre les dérives sectaires. Parmi les mesures phares, la création d'un délit de « sujétion psychologique ».

[Lire la suite](#)



« On apprend à prier en même temps qu'à parler » : des ex-mormons lèvent le voile sur une Église très secrète - Le Parisien

Pressions, dérives... Pour la première fois, 12 anciens mormons français révèlent les raisons qui les ont poussés à quitter l'Église de Jésus-Christ des saints des derniers jours. Ils dénoncent un « contrôle » de la vie privée et un « endoctrinement » dès l'enfance, dont beaucoup sortent traumatisés.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

**Article issu du quotidien, Le Parisien,
le 19 novembre 2023**

"Des plaques rouges apparaissent sur sa gorge. Son passé, littéralement, la démange. Pendant trente-trois ans, Laura dit avoir donné « toute [sa] vie » à un mirage. « C'est comme si j'avais découvert que le Père Noël n'existait pas une fois adulte », souffle-t-elle, en ce jour d'octobre, dans son appartement de Romilly-sur-Seine (Aube). Il y a deux ans, la jeune femme a quitté les mormons. Pour la première fois en France, 12 anciens membres ont accepté de raconter de l'intérieur cette institution discrète, née aux États-Unis au XIXe siècle et connue sous le nom d'Église de Jésus-Christ des saints des derniers jours. Ces témoignages inédits décrivent, à l'unisson, une « secte », un univers « rétrograde » où, sous couvert de bienveillance, les intrusions dans la vie privée seraient légion.

Depuis quelques années, des internautes américains portent des dénonciations similaires sur le réseau social TikTok. Le phénomène semblait tarder à s'exporter chez nous. Jusqu'à ce mail, reçu en septembre par « le Parisien » - « Aujourd'hui en France » : « Je souhaite révéler ce qui se passe réellement à l'intérieur du temple. »

Comme leurs homologues d'outre-Atlantique, la plupart de ceux qui prennent la parole sont des enfants « nés dans l'Église ». Leurs parents se sont convertis quand le mouvement a fleuri en France, à la fin des années 1960. Plusieurs ont demandé à rester anonymes. À 39 ans, l'un d'eux chuchote dans le combiné. Sa famille, confie-t-il, reste « très impliquée ».

Sur les 40 000 fidèles revendiqués en France par l'institution, 10 000 à 12 000 fréquenteraient assidûment sa centaine de chapelles et son temple, bâti dans la polémique, en 2017, au Chesnay (Yvelines)."

Sommaire

1. Une morale sexuelle ultra-puritaine,

2. L'Église réclame 10 % des revenus de ses fidèles,

3. Tout un programme de conversion,

4. « Déstabilisation mentale, manipulation des enfants »,

"Sollicitée, la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes) affirme rester « vigilante à l'égard de tout élément significatif qui viendrait à être porté à sa connaissance ». À ce jour, elle n'aurait reçu « aucune plainte ou signalement susceptible de constituer une dérive de nature sectaire concernant ce mouvement »."

5. « Il n'y a pas de volonté d'attacher les gens ».

[Lire la suite](#)



Dans l'emprise d'une secte internationale de yoga tantrique : «Dire non au gourou n'était pas une option» –

Endoctrinement, séquestration, chantage... Derrière la promesse d'un contrôle des énergies érotiques, l'école de yoga Atman, présente dans une trentaine de pays, est suspectée d'avoir poussé des dizaines de jeunes femmes à des orgies ou à des relations non consenties avec leur «chef spirituel», Gregorian Bivolaru. Il a été interpellé, comme l'a révélé «Libération», mardi 28 novembre, avec 40 autres personnes.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

**Article issu du quotidien, Libération,
le 29 novembre 2023**

"«Toutes ces pratiques sont faites pour éroder vos limites ou votre honte à parler et entendre parler de sexe, analyse Silke. Il faut que ce soit normal de penser à Grieg comme votre amoureux. Cela vous prépare à être prête à coucher avec lui.» Contactée par Libération, Misa dément la prise de photos et vidéos nues, mais reconnaît demander des clichés des participantes «en maillot de bain, pour montrer les transformations physiques et de l'harmonie du corps attendues par la pratique du hatha yoga». Elle qualifie également la tenue d'orgie de «mythe» : «Ce que font nos étudiants est de leur responsabilité, mais notre école n'organise pas cela.» Par ailleurs, l'endoctrinement pousse les jeunes filles à intégrer l'idée qu'une relation sexuelle avec Gregorian Bivolaru serait un moyen d'élever leur conscience spirituelle - un principe d'altération du jugement récurrent dans les milieux sectaires.

Le «gourou» a également construit tout un univers complotiste, selon lequel les Illuminati chercheraient à prendre le contrôle de l'humanité, à travers les vaccins contre le Covid-19, par exemple. Et il a interdit à ses adeptes de se faire vacciner. «La culture du secret est omniprésente sur tout ce qui s'y passe, pour "protéger" les initiés, qui sont considérés comme des élus, confie Sophie, une Française qui a vécu cinq années traumatisantes dans ce mouvement. Et nous devons jurer de garder ces secrets sur notre santé et sur la Bible.»

(...)Pour Silke et Stella, ce viol, selon elle, de Gregorian Bivolaru, a été l'élément déclencheur d'une prise de conscience et a entamé le long processus de sortie de cette secte. Libération a fait parvenir un questionnaire détaillé au responsable de la communication de la fédération Atman, Rainer Trubel, pour répondre à ces accusations, mais il n'a pas donné suite. Sur ses différentes plateformes, Atman soutient que ces témoignages font partie d'un «complot contre la réelle spiritualité et contre l'éminent professeur de yoga Gregorian Bivolaru».

Atman est présent dans une trentaine de pays. Le coordinateur en France et en Suisse, Sorin Truc, et professeur dans l'association Yoga intégral, affirmait il y a quelques jours à Libération qu'«il n'y a pas de pratique sexuelle pendant les enseignements». Sophie, l'ancienne adepte française, a commencé doucement à se reconstruire. «J'ai eu de la chance de sortir de cette secte, car très peu de femmes y arrivent, confie-t-elle. J'ai beaucoup d'amies qui avaient leur propre entreprise et sont encore aujourd'hui des esclaves sexuelles. C'est dramatique.» Pour les victimes de cette secte, la seule manière de mettre fin aux souffrances qu'elle engendre était de procéder à l'interpellation de son «maître», Gregorian Bivolaru. C'est désormais chose faite."

[Lire la suite](#)



FÉMINISME INTERSECTIONNEL

**RANC
TIREUR**

Féminisme hémiplogique

Il ne manquait à l'époque qu'une querelle féministe sur le dos d'un pogrom ! Dans une tribune largement relayée et publiée par Libération, les défenseurs universalistes de la cause des femmes dénoncent, en creux, le silence assourdissant du féminisme intersectionnel. On les comprend. Capable d'insurrection quand il s'agit de condamner le moindre Blanc cisgenre accusé d'agression sexiste, leur « On te croit » semble muet.

« Avis de *Libres penseurs de France, ADLPF* :

**Article issu de l'hebdomadaire, Franc-tireur,
le 22 novembre 2023**

"Pas un mot pour les viols acharnés, les femmes éventrées, la nudité carbonisée, exhibée comme un trophée macabre le 7 octobre, rien. Non, cette violence-là, perpétrée au cri d'Allah akbar, l'intersectionnalité la voit comme l'expression de la souffrance de « racisés » persécutés. La pensée décoloniale préfère abdiquer la raison au profit du dogmatisme victimaire, lequel veut que l'on excuse tout aux damnés de la terre. Pire, elle accuse de « *féminisme blanc* » quiconque s'en émeut. Alors oui, on peut comprendre l'envie de moucher ces tartuffes. Mais fallait-il pour autant militer « *pour la reconnaissance d'un féminicide de masse* », au risque de sacrifier l'universalisme sur l'autel d'une empathie sexiste ? S'il faut saluer l'objectif, il convient d'interroger

la méthode. Le 7 octobre, c'est un crime contre l'humanité que les terroristes islamistes du Hamas ont commis."

[Lire la suite](#)



GUERRE ISRAËL-HAMAS



Conférence de David Guiraud sur la Palestine : ce pire que vous aviez manqué

La phrase polémique du député insoumis sur le « bébé dans le four » fait oublier un peu vite le reste du contenu de la conférence, tenue ce vendredi 10 novembre à Tunis. Il vaut pourtant le détour, et pas en bien.

[Lire la suite](#)



Israël-Hamas : après les propos de Guiraud, Bompard ne "voit pas pourquoi le sanctionner"

Le coordinateur de La France insoumise a défendu David Guiraud qui a accusé Israël de réaliser "un nettoyage ethnique" à Gaza. "En quoi ce qu'il a dit est une relativisation les actions du Hamas le 7 octobre?", s'est interrogé Manuel Bompard.

[Voir la vidéo](#)



Une ex-collaboratrice du Quai d'Orsay décroche des portraits d'otages du Hamas, une enquête administrative ouverte

Relayée par le député Meyer Habib sur son compte X, une vidéo montre Sophie Pommier, une ancienne conseillère Moyen-Orient du ministère des Affaires étrangères, crier aussi «Israël assassin».

[Voir la vidéo](#)



Quand le conflit israélo-palestinien déborde sur les campus américains

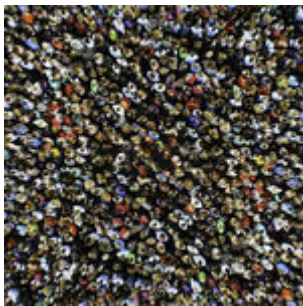
La violence de l'attaque inédite du Hamas contre Israël, puis celle de la riposte de Tsahal dans la bande de Gaza ont déclenché des réactions intenses au sein de la plupart des campus universitaires américains. Depuis le 7 octobre, les étudiants expriment leurs opinions, s'engagent dans des débats, s'opposent ouvertement et manifestent.

Cette polarisation ramène la question israélo-palestinienne au centre des préoccupations, mettant les dirigeants des universités dans une position délicate : ceux-ci doivent en effet arbitrer en permanence entre la protection de la liberté d'expression et celle de la sécurité, tout en conservant de bonnes relations avec les donateurs, qui représentent une source majeure de financement pour les établissements d'enseignement supérieur aux États-Unis.

[Lire la suite](#)



HUMANISME



Cause commune sans communautarisme

Si l'indifférenciation était hier le signe d'une grandeur de l'esprit humaniste capable de dépasser les identités pour mieux se retrouver autour de ce qui nous rassemble, elle n'est aujourd'hui que le symptôme d'une indifférence coupable, souligne Julia de Funès.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

**Article issu du quotidien, Les Échos,
le 28 novembre 2023**

"La première est « mécanique » si l'on reprend l'expression de Durkheim, c'est-à-dire fondée sur des similitudes identitaires et communautaires. On ne se rassemble pas pour des causes politiques, économiques, morales qui excèdent l'individu, mais mécaniquement par identité ethnique, religieuse, sexuelle, etc. Qui se ressemble s'assemble pour le dire simplement. Cette pulsion identitaire est d'autant plus inquiétante qu'elle se propage sans jamais remettre en question sa légitimité. Or la défense ou le déploiement identitaires sont des composantes non négligeables de bien des conflits nationaux ou internationaux. Si certains ont le sentiment que face à « eux », « les autres » constituent une menace pour leur ethnie, leur religion, leur territoire, leur nation, en un mot leur identité, tout ce qu'ils peuvent faire pour écarter cette menace leur paraît légitime, jusqu'aux pires exactions. Raison pour laquelle on devrait tout faire pour limiter les rassemblements dont l'inclination identitaire est l'unique motif, en valorisant une seconde forme de solidarité, davantage fondée sur la capacité de faire société au-delà du proche, de nouer des liens au-delà du même, de créer une concorde au-delà du semblable.

(...)

Alors comment s'unir tout en répondant à ce mouvement d'individuation ? Seule la liberté, à la fois individualisante, collective, et pacifique semble pouvoir surpasser la cause identitaire trop souvent meurtrière. Individualisante, car c'est bien la liberté qui permet à un être d'exister. Toute étiquette identitaire ne fait de chacun qu'un exemplaire, un échantillon d'une catégorie plus générale, mais ne distingue et n'individualise jamais en rien. L'homme n'existe que par ses actes et ses choix, qui font de lui une singularité. N'étant affaire ni de naissance, ni d'éducation, ni de position sociale, ni de couleur de peau, ni de sexe, ni de genre, la liberté est la seule puissance personnelle

que chacun possède en propre. Collective, car c'est bien la liberté qui permet la démocratie. Or, si on peut certes l'améliorer sur bien des points, la démocratie reste à ce jour le modèle politique indépassable, ayant pour principe non pas l'identité, mais la liberté.

C'est donc autour de la liberté, et non de l'identité, que nous devrions davantage nous solidariser pour éviter de tomber dans une fusion communautariste mécanique, à l'œuvre dans chaque drame collectif."

[Lire la suite](#)



ISLAMISME



Francis Moritz. France : Antisémitisme, anti sionisme, anti-djihadisme, L'Aveuglement

Le pogrom du 7 octobre a été le révélateur, le catalyseur des haines accumulées, des frustrations, des ressentiments pour certains de nos compatriotes. La manifestation très silencieuse contre l'antisémitisme qui a réuni 100 000 participants est un semi-échec pour une population en Ile de France de l'ordre de 15 millions, soit moins d'un pour cent. Quant au reste de l'hexagone c'est tout aussi éloquent, moins de 100 000 participants pour plus de 50 millions de citoyens. Autant dire une indifférence quasi totale de la très grande majorité.

Ne nous y trompons pas ! Elle intervient alors que plus de 1 500 actes antisémites ont été commis en un mois. Ce que les absents ou les indifférents ne voient pas ou ne veulent pas voir, s'en prendre au petit nombre de compatriotes Juifs, c'est se tromper d'adversaire. Le ver est déjà dans le fruit, il a même essaimé et pris pied partout dans le pays. Le massacre terroriste et barbare du 7 octobre n'est que la répétition de ce qui nous guette.

Ce ne sont pas les Français de confession juive qui depuis trois décennies ont frappé nos concitoyens (les blancs, les rouges, les jaunes, les croyants, les athées, sans savoir s'ils étaient circoncis)

"Depuis 2012 les attentats terroristes ont causé la mort de 272 personnes, de très nombreux blessés. 74 ont été déjoués". Source DGSI. La menace djihadiste visant l'Hexagone". Hors meurtres non catalogués terroristes.

Nous sommes désormais victimes de la confluence d'un terrorisme endogène, aggravée par des attaques exogènes. Pour s'en persuader, si l'on avait encore des doutes, référons-nous à ce que la DGSI, dont le travail est considérable, avait déjà clairement formulé dès 2018.

Sommaire

1. La pénétration de l'Islam fondamentaliste en France,
2. Les mouvances islamistes en France,
 - 2.1. Les Frères Musulmans,

- 2.2. Le mouvement Tabligh,
- 2.3. Le mouvement turc,
3. La rhétorique comme outil,
 - 3.1. Une guérilla rhétorique,
4. L'application des lois en vigueur,
5. Pressions et menaces.

[Lire la suite](#)



INFLUENCE D'ÉQUILIBRISTE



Algérie, Frères musulmans : les influences ambiguës de la Grande Mosquée de Paris

ENQUÊTE | Élu en 2020, le recteur Chems-eddine Hafiz se veut l'interlocuteur privilégié de l'Élysée sur l'islam tout en répondant aux demandes d'Alger. Un équilibre précaire menacé par le conflit entre Israël et le Hamas.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu de l'hebdomadaire, L'Express, le 21 novembre 2023

"Interrogé sur son absence à la marche contre l'antisémitisme, le recteur explique qu'il "aurait fallu [en] faire une lutte contre le racisme". "Il a trouvé la pirouette pour justifier son absence, décrypte l'invité présent à l'Élysée. Mais, la vérité, c'est qu'il est tout simplement piégé." Chems-eddine Hafiz veut montrer aux autorités françaises sa volonté de s'imposer comme leader d'un islam moderne et républicain, mais ne veut pas pour autant s'aliéner la base des musulmans, sensibles à la cause palestinienne. Il doit aussi répondre aux attentes de ceux qui financent le lieu de culte. La Grande Mosquée de Paris dépend largement des liquidités algériennes.

(...)

Concernant son approche du fait musulman, Hafiz oscille entre un engagement en faveur d'un islam éclairé et... des gages donnés à ses mouvances plus conservatrices. À la GMP, il a créé en mars 2023 un groupe de réflexion sur l'adaptation du discours islamique en France. Une initiative remarquée, alors que, à peine un mois plus tôt, Emmanuel Macron avait annoncé "avoir décidé de mettre fin au CFCM", qui servait jusqu'ici d'interlocuteur au pouvoir sur l'islam. "Hafiz a initié un important travail d'adaptation de l'islam à la République, ce qui donne l'impression qu'il prend le leadership aux yeux des responsables institutionnels, estime Christian Krieger, président de la Fédération protestante de France. Chaque fois que les représentants des cultes sont invités quelque part, il fait partie de ceux que l'Intérieur et l'Élysée convient."

(...)

Le recteur n'a pourtant pas toujours été "Charlie". En 2001, alors qu'il était avocat de la GMP, il représente Dalil Boubakeur dans le procès intenté à Michel Houellebecq pour injure raciale et incitation à la haine religieuse. L'écrivain a déclaré au magazine Lire que "la religion la plus con, c'est quand même l'islam".

L'auteur de Plateforme est relaxé en 2002. Quatre ans après, il représente à nouveau la GMP, aux côtés des avocats Francis Szpiner et Christophe Bigot, contre Philippe Val, alors directeur de la publication de Charlie Hebdo, assigné pour avoir publié des caricatures de Mahomet venues d'un journal danois. L'institution poursuit alors l'hebdomadaire pour "injure publique à l'égard d'un groupe de personnes à raison de leur religion". Là encore, le journal est relaxé. "Le but était de montrer aux extrémistes que, dans notre pays, les différends se règlent par le droit, pas autrement", explique Christophe Bigot.

Le recteur a dernièrement surpris en tendant la main à Musulmans de France, nouvelle émanation de l'Union des organisations islamiques en France (UOIF), notoirement proche des Frères musulmans. Le 6 novembre, Hafiz a reçu à la GMP les dirigeants de Musulmans de France. A l'issue de cette entrevue, la mosquée et l'organisation ont publié un communiqué conjoint pour exprimer leur "vive inquiétude face à la montée des actes racistes, de la haine et la discrimination antimusulmanes", tout en déplorant "la forte recrudescence des actes antisémites". Dans un islam de France morcelé entre influences algériennes, marocaines et turques, tous les alliés sont bons à prendre. Mais l'alliance fait tiquer, même parmi ses plus proches soutiens. "C'est un enjeu de pouvoir : Hafiz doit apparaître crédible tout en parlant au plus grand nombre. Il estime que Musulmans de France peut lui apporter cette légitimité, et qu'il peut dans le même temps les faire évoluer", explique un ancien de Beauvau."

[Lire la suite](#)



Macron, l'opinion et ses "capteurs" : ce que révèle la polémique Yassine Belattar

Que pense-t-on en dehors de l'Élysée ? Le président est obnubilé par l'idée de ne rien manquer.

Alors, "il veille à avoir 1 000 capteurs", souffle l'un de ses conseillers. Qu'il sollicite au gré de ses envies et des tensions qui agitent le pays. C'est ainsi que l'animateur et humoriste, Yassine Belattar, a, quelques jours avant la marche contre l'antisémitisme, franchi les grilles élyséennes pour rencontrer deux conseillers du chef de l'État, selon une information de L'Express. Parce qu'il importait au président de "prendre le pouls des quartiers", qu'il craint de voir s'embraser depuis que l'attaque terroriste du Hamas et la réplique de l'armée israélienne y ont ravivé les tensions. Et parce que Belattar est, selon l'Élysée, une "personne-ressource".

[Lire la suite](#)





Lettre ouverte à Gabriel Attal : « Laïcité, écrivons ton nom ! »

TRIBUNE | Le sénateur des Pyrénées-Atlantiques exhorte le ministre de l'Éducation nationale à défendre la laïcité au sein des écoles de la République, pour répondre aux menaces qui visent les professeurs.

[Lire la suite](#)



LAÏCITÉ AU CANADA



Le rapport sénatorial sur l'islamophobie est le fruit d'une intoxication idéologique

Irresponsable ? Catastrophiste ? Incendiaire ? On hésite sur le bon adjectif à utiliser pour décrire le rapport sur l'islamophobie que le Comité sénatorial permanent des droits de la personne (CSPDP) vient de déposer.

Les attentats à la mosquée de Québec et de London ont profondément bouleversé les Canadiens. Tous les crimes haineux mentionnés dans le rapport sont inacceptables, et les gouvernements ont la responsabilité de les combattre et doivent tout mettre en oeuvre pour favoriser la coexistence pacifique et la sécurité de leurs citoyens. Mais amplifier indûment la menace en dépeignant un climat de terreur pour les musulmans canadiens ne peut que nuire davantage. Les chiffres de Statistique Canada infirment d'ailleurs cette thèse alarmiste. Pourquoi taire, par exemple, que les populations noire et juive sont, et de loin, davantage victimes de crimes haineux ?

Ce rapport, s'il suggère bien quelques rares mesures raisonnables, préfère broser un tableau hideux et sans nuances de la situation des musulmans canadiens. Ils se sentiraient attaqués, des femmes et des filles auraient « peur de quitter leur domicile pour aller au travail et à l'école », certains subiraient même de l'islamophobie tous les jours.

Sommaire

1. Définition, laïcité et idéologie,
2. Une offensive contre les institutions chargées de la sécurité.

[Lire la suite](#)



LAÏCITÉ DANS LE MONDE



Non, la laïcité n'existe pas que dans les pays aux racines chrétiennes

La députée Valérie Boyer a pris quelques libertés avec la réalité historique et géopolitique.

Sommaire

1. POURQUOI C'EST FAUX,
2. De nombreux pays africains sont laïques,
3. Religion d'Etat en Europe.

[Lire la suite](#)



LAÏCITÉ DÉVOYÉE



Laïcité « dévoyée » : l'ex-CCIF invité à rééduquer les professeurs

Ils sont de retour. Dissous en 2020 dans le sillage de la décapitation de Samuel Paty, puis ressuscité en Belgique dans la foulée, le Collectif contre l'islamophobie en Europe dispense pourtant bien des stages sur la laïcité aux professeurs français. « Charlie » s'est invité à l'un d'eux, à Angoulême. Reportage.

[Lire la suite](#)



LAÏCITÉ EN FRANCE



ENTRETIEN | La laïcité, est-ce être contre les religions ? Les réponses de Nicolas Cadène, ancien rapporteur

Nicolas Cadène, ex-rapporteur de l'Observatoire de la laïcité de 2013 à 2021 participe à une conférence-débat ce mercredi 15 novembre à Toulouse dans le cadre de la Fête de la fraternité d'Empalot. Sa vision très positive de la laïcité.

Sommaire

1. Comment donner une définition simple de la laïcité ?
2. La laïcité, ce n'est pas être contre les religions ?
3. La laïcité n'est-elle pas aujourd'hui parfois instrumentalisée, dans une société de plus en plus radicalisée, afin d'imposer certaines idées extrêmes et stigmatiser certaines populations et religions ?
4. Vous diriez que la laïcité reste un concept moderne, adapté au difficile monde actuel ?
5. La laïcité est indissociable de la République française ?
6. La "laïcité à la française" n'est toutefois pas seule au monde ?
7. La laïcité s'inscrit-elle pour vous dans la devise "Liberté-égalité-fraternité" ?

[Lire la suite](#)



De 1789 à 2004 : les six textes qui ont fondé la laïcité

Au travers de six textes fondateurs, voici comment, au terme d'un long processus entamé sous la Révolution française, la République a inventé la laïcité.

Sommaire

1. Un souverain de droit divin,
2. 1598 : l'édit de Nantes instaure l'idée de tolérance,
3. 1789 : la liberté de conscience,
4. Au XIXe siècle : des curés salariés de l'État,
5. La sécularisation progressive de l'éducation : de la loi Falloux aux lois Ferry,
6. Vers la séparation,
7. 1905 : La France devient une république laïque,
8. La querelle des inventaires,
9. La laïcité, c'est la France républicaine,
10. Le retour de la querelle religieuse,
11. Les nouveaux défis de la laïcité,
12. Pour aller plus loin,
13. Décrypter les médias avec la série " S.P.A.M."

[Lire la suite](#)



16 novembre : journée internationale de la tolérance

Et si le 16 novembre était l'occasion de mieux comprendre la laïcité ? Depuis 1996, l'ONU a fait du 16 novembre la journée internationale de la tolérance. Cela fait suite à la signature par l'UNESCO d'une déclaration de principes sur la tolérance. Dans ce texte, ce terme est défini comme « le respect, l'acceptation et l'appréciation de la richesse et de la diversité des cultures de notre monde, de nos modes d'expression et de nos manières d'exprimer notre qualité d'être humains. » Logiquement, cela concerne le domaine religieux, et la tolérance a parfois été abusivement utilisée contre la laïcité en France. Si les deux notions sont complexes à définir, il faut revenir sur leurs connexions afin de mieux en comprendre leur sens et leur utilité. Le contexte actuel nécessite de revenir sur cette journée internationale.

L'UNSA Éducation fait le point.

[Lire la suite](#)



L'effet Gaza : la laïcité française résiste, le communautarisme anglo-saxon implose

L'ÉDITO DE FOG | Les errements du communautarisme anglo-saxon consécutifs à la guerre Hamas-Israël devraient nous inciter à défendre et renforcer la laïcité à la française.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :
Article issu de l'hebdomadaire, **Le Point**,
le 22 novembre 2023

"Notre République tient à peu près face à l'effet Gaza, alors qu'il déstabilise le « modèle » communautariste à l'anglo-saxonne, le prétendu éden du « vivre-ensemble », tant vanté chez nous par les petites frappes de l'islamo-gauchisme ou certaines « élites » hors sol de la macronie. N'est-il pas temps de tirer les conséquences de cet état de fait pour recommencer à croire en nous-mêmes, en notre drapeau, en nos valeurs et à la fameuse laïcité à la française ? Si elle ne nous a pas protégés du terrorisme islamiste, elle nous a en tout cas épargné les débordements de haine, de violence de rue.

(...)

C'est la laïcité qui nous protégera du spectre des guerres de religion. Inutile de circonvoluer : elles nous menacent à plus ou moins long terme. Jusqu'à présent, la laïcité était portée par une gauche patriote et universaliste, héritière du siècle des Lumières. Or, il y a une vingtaine d'années, elle a commencé à rompre avec son passé. Investie par les néobourgeois écolo-gauchistes, elle a délaissé les classes populaires au profit du FN, puis du RN après que fut jetée par-dessus bord la valeur travail avec les stupides 35 heures, ce qui permet aujourd'hui à Marine Le Pen de parler en Mère du Peuple. Pour racoler l'électorat musulman, mais aussi, hélas, l'islamiste ou l'antisémite, elle a bazarde la laïcité pour se vautrer dans la bigoterie, comme le montrait, à leurs universités d'été, l'extase des militants « insoumis » ou « écolos » quand apparut devant eux le rappeur Médine : on aurait dit des pharisiens devant la Sainte Vierge !

(...)

Ne lâchons pas l'affaire : le 8 novembre, dans son superbe discours à la cérémonie de la remise du prix de la Laïcité, la présidente du jury, la journaliste-écrivaine Abnousse Shalmani, Française née en Iran, s'inquiétait qu'au nom de la tolérance nous ayons « laissé prospérer l'intolérance qui tue ». « Il n'y a pas de laïcité, disait-elle, il n'y a que des preuves de laïcité. » Au président et au gouvernement de nous en donner, au lieu de se tortiller comme des lombrics. Les Français n'attendent que ça. C'est ce que montre l'incroyable bond de la popularité de Gabriel Attal, le ministre de l'Éducation, quand il a interdit, à la rentrée dernière, le port de l'abaya à l'école, après des mois de piteuses tergiversations. Aimons-nous et le Ciel nous aimera !"

[Lire la suite](#)



N'abandonnons pas le mérite, la laïcité ou la rationalité à l'extrême droite, par Gérald Bronner –

CHRONIQUE | Certaines valeurs cardinales deviennent des tabous au prétexte que l'extrême droite se réclame d'elles. Au final, c'est le RN qui en profitera...

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu de l'hebdomadaire, L'Express, le 24 novembre 2023

"Le pouvoir de transmuier n'importe quelle idée en tabou - d'une valeur négative et contagieuse - est un atout considérable pour conquérir l'espace public. Ainsi, ils deviennent nombreux les thèmes qui ont été marqués du stigmate du déshonneur par association thématique. Le drapeau français et La Marseillaise

ont longtemps été suspects et ont été les premières victimes de ce processus. Porter le drapeau tricolore était un signe de fascisme, puisque l'extrême droite le faisait aussi.

(...)

Le RN a lancé une association d'élus pour lutter contre "le poison du wokisme", pardi! Mais ce n'est pas tout, une auteure comme Donna Haraway, célèbre professeure du département de sciences humaines de l'université de Californie, affirme que toute forme de connaissance prétendant à l'universalisme dissimule bien souvent un discours masculin, blanc et hétérosexuel. Pour la philosophe féministe Sally Haslanger, une théorie fondée sur la raison ou la rationalité doit être répudiée, car elle est aussi un élément de culture de la domination. Elle propose son analyse dans un essai au titre on ne peut plus explicite : Résister à la réalité . Plutôt que de combattre pour protéger ces valeurs essentielles : mérite, laïcité, universalisme, rationalité, on les abandonne peu à peu en offrant le plus beau des cadeaux au gramscisme d'extrême droite, qui a bien compris le profit qu'il pouvait en tirer.

Et c'est ainsi qu'un jour de novembre, alors que le nombre d'actes antisémites explose en France, on refuse de participer à une manifestation parce que le RN sera présent. La rue même va-t-elle devenir taboue parce que l'extrême droite y respire aussi? Où vivre, alors ?"

[Lire la suite](#)



LAÏCITÉ EN TURQUIE



Les imams pénètrent dans les écoles turques : est-ce la fin de l'éducation laïque dans l'État d'Erdogan ?

VU D'AILLEURS | Des imams ont été déployés dans près d'un millier d'établissements laïcs en Turquie, en dépit des protestations des parents et des enseignants. Selon les critiques, cela sonne le glas de l'école laïque.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Plusieurs juristes turcs prévoient de porter plainte contre la loi permettant la présence d'imams dans les écoles, car elle va à l'encontre du principe de laïcité entériné par la Constitution : « Il est clair que des matières religieuses seront enseignées directement aux élèves sous couvert de soi-disant conseils spirituels. C'est une faute grave ».

Sommaire

1. L'islam, que vous le vouliez ou pas ?

"Erdogan, diplômé lui-même d'une école Imam Hatip, a également passé cet examen. Et il est l'auteur de la véritable renaissance de ces institutions. Lorsque Erdogan a pris le pouvoir en 2002, il y avait 60 000 étudiants dans les établissements d'enseignement religieux. Selon le dernier rapport d'ONDER, l'organisation d'appui des établissements Imam Hatip, ces derniers comptent aujourd'hui 500 000 étudiants."

2. Bastonnades au nom d'Allah ?

"De nombreux parents ne veulent pas dans les écoles de religieux inexpérimentés qui, de plus, ne relèvent pas du ministère de l'Éducation, notamment parce que les médias d'opposition font très fréquemment état de divers abus commis dans les écoles religieuses, les écoles coraniques ou encore les établissements d'enseignement gérés par des associations confessionnelles."

3. Deux poids, deux mesures pour le clergé.

"Pour de nombreux hommes politiques et journalistes de l'opposition, confier l'enseignement religieux à des associations religieuses ou à des fondations ne relevant pas de l'autorité d'un ministère ne peut que révéler des pathologies."

Selon eux, il existe en Turquie des centaines de madrassas dirigées par des organisations religieuses et des personnes dénuées de toute formation pédagogique. « Dans le cadre de contrats signés avec des institutions religieuses, l'éducation religieuse a été confiée à des personnes non qualifiées et inexpérimentées. Cette politique a entraîné une augmentation des crimes sexuels dans ces institutions », déclarait dans un communiqué le syndicat de l'éducation et des sciences."

[Lire la suite](#)



LAÏCITÉ ET ISLAM



La Grande Mosquée de Paris planche sur un guide à destination des fidèles pour concilier islam et laïcité - Le Parisien

INFO LE PARISIEN | Des imams, des représentants des autres cultes et des experts laïcs travaillent à un glossaire recensant les sujets du quotidien sur lesquels l'islam peut s'adapter afin de concilier la pratique religieuse avec une société laïque et plurielle.

« Avis de *Libres penseurs de France*, ADLPF :

**Article issu du quotidien, Le Parisien,
le 23 novembre 2023**

"Depuis plusieurs mois, dans les bureaux de la Grande Mosquée et lors de visioconférences, se tiennent les réunions d'une commission sur l'adaptation du discours islamique en France. Objectif : répondre aux problématiques - qui débouchent régulièrement sur des polémiques- que rencontrent les musulmans pratiquants au quotidien.

(...)

Cette commission compte quatre-vingts imams ainsi qu'une équipe constituée de représentants d'autres cultes mais aussi d'historiens, de spécialistes de la laïcité, de soignants, dont des gynécologues non musulmans, etc. « L'avis des représentants de religions installées depuis des siècles en France, notamment les

catholiques et les juifs, est précieux, ajoute Chems-Eddine Hafiz. Ils ont l'expérience d'avoir, avant nous, eu à faire face à ces questions. » Reste qu'à l'aune de la crispation juifs-musulmans dans le cadre du conflit entre Israël et le Hamas, Moché Lewin, conseiller spécial du grand rabbin, a claqué la porte de la commission.

En attendant la reprise des travaux, le document de travail compte déjà 400 entrées. Il sera distribué aux fidèles en version papier et sera aussi accessible en ligne. Outre l'aspect pratique il y a aussi un objectif sensible au regard des positions de plus en plus extrêmes de certains politiques - Éric Zemmour au premier chef - vis-à-vis des musulmans, celui-ci ayant écrit que leur religion n'est pas compatible avec la France. « Faux et grave », répond le recteur, qui estime que le document aura aussi pour but de montrer « que l'islam n'est pas incompatible avec la République parce qu'il est flexible et permet de s'adapter »."

[Lire la suite](#)



LAÏCITÉ ET UNIVERSALISME



Laïcité, universalisme : il faut parler à nos enfants, sans s'excuser, sans avoir honte

À chaque fois, le mécanisme est le même. D'abord, le trauma. Charlie Hebdo, en janvier 2015. Samuel Paty, en octobre 2020. L'émotion est immense et sincère.

[Écouter la suite](#)



LECTURE



« Laïcité » : un condensé d'histoire du droit des religions

La juriste Stéphanie Hennette Vauchez publie une synthèse efficace et précise de l'histoire juridique de la question laïque en France depuis un peu plus de deux siècles.

« Avis de *Libres penseurs de France, ADLPF* :

**Article issu du quotidien, *Le Monde*,
le 21 novembre 2023**

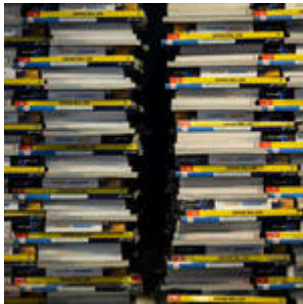
"Les décisions de compromis prises dans le sillage de ces deux « guerres » ont, pour un temps, aplani les tensions. Mais depuis les années 1980, et notamment « l'affaire de Creil » en 1989, où le

débat public s'est enflammé après l'exclusion de trois collégiennes ayant refusé d'enlever leur voile en classe, la situation a changé.

« Le sens prêté à la laïcité n'allait guère plus désormais être mobilisé que comme clé de lecture de la question de l'admissibilité des signes religieux dans l'espace public – et, singulièrement, des signes associés à la religion musulmane », constate Stéphanie Hennette Vauchez. Le « tournant sécuritaire » pris depuis les attentats islamistes du XXI^e siècle est venu un peu plus brouiller la définition d'un terme déjà imprécis à l'origine. Devenue l'étendard d'un prétendu « universalisme républicain » aux contours flous, cette « nouvelle laïcité hypertrophiée » s'éloigne des réalités concrètes et multiples des pratiques religieuses en France, devenant exclusive et clivante.

L'autrice, qui ne sort pas de son domaine de compétence, le droit, se garde, pour sa part, de donner une « vraie » définition. Et ceux qui attendent des recettes concrètes face aux défis contemporains posés par la recomposition du paysage religieux français resteront sur leur faim. Le livre, qui assume un parti pris – celui d'une défense des libertés fondamentales, y compris religieuses –, n'en reste pas moins une introduction remarquablement efficace et précise à l'histoire récente du droit français des religions."

[Lire la suite](#)



« Les professeurs mettent en œuvre une dizaine de stratégies sur les sujets liés à la laïcité ou aux discriminations »

Un ouvrage universitaire s'attache à détailler la manière dont les enseignants travaillent, avec leurs élèves et leurs collègues, sur les thèmes sensibles de la laïcité, du racisme et des discriminations.

« Avis de *Libres penseurs de France, ADLPF* :

**Article issu du quotidien, *Le Monde*,
le 21 novembre 2023**

"Sur la laïcité, on peut observer localement des établissements urbains accueillant des élèves très favorisés où celle-ci est orientée favorablement à l'égard d'expressions catholiques. Dans les quartiers prioritaires, les enseignants, majoritairement de classe moyenne, sont le plus souvent conscients du décalage avec leurs élèves en la matière et savent que les expressions identitaires peuvent être le symptôme d'une difficulté d'adaptation aux attentes scolaires. Mais, là aussi, leur approche dépend souvent des conditions matérielles de travail.

Françoise Lantheaume : On s'attendait à des clivages plus importants sur la définition de la laïcité. Or, s'il peut y avoir des points de vue personnels divergents, les enseignants se retrouvent dans leur grande majorité sur une conception assez libérale de la laïcité dans leurs pratiques professionnelles. Les professeurs respectent la liberté de conscience de leurs élèves. Ils s'appuient sur la reconnaissance de leurs spécificités, de ce qu'ils sont, mais ont l'ambition de les emmener vers une conception civique universaliste, de leur donner les éléments de

connaissance leur permettant de s'ouvrir à d'autres modes de pensée."

[Lire la suite](#)



LIBERTARISME



Le libertarien, la liberté individuelle à son paroxysme

Désignant une personne qui prône une intervention de l'État réduite au minimum pour avoir le droit de jouir de sa liberté individuelle, le libertarien et son mouvement prennent une ampleur considérable ces dernières années notamment aux États-Unis. Mais quelles sont les dérives du libertarisme ?

Sommaire

1. Les origines du libertarisme,
2. Le libertarisme, un courant aux pensées multiples,
3. Le libertarisme, un paradoxe,
 - 3.1. L'exemple d'Elon Musk,
 - 3.2. Les libertariens et le rapport au pouvoir,
 - 3.3. Libertarisme, complotisme et survivalisme.

[Écouter la suite](#)



LIBERTÉ D'EXPRESSION



Quelle place pour la liberté d'expression dans l'islam ?

Représentation du prophète, caricature, blasphème : dans son nouvel ouvrage, S'exprimer librement en islam, l'islamologue Hamadi Redissi s'intéresse à l'histoire de la pensée libre dans les pays islamiques. Il montre que deux traditions, l'une iconophobe et l'autre iconophile, ont coexisté depuis l'âge médiéval.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :
Article issu du quotidien, La Croix, le 29 novembre 2023

Pour parler de la liberté d'expression dans les sociétés islamiques, il faut se garder de tout imputer à un islamisme mortifère, mais aussi de charger indûment l'islam tout court d'être « naturellement violent », comme on l'entend souvent aujourd'hui. L'islam « grand public » peut être ouvert non seulement à une lecture libérale et laïque des textes fondateurs, mais aussi à une pensée audacieusement irréligieuse.

Sommaire

1. Qu'est-ce qui vous a poussé à écrire ce livre sur la liberté d'expression en islam ?

"Cette pensée libre dissimulée sous une islamité de façade est un noyau de doctrine islamique de liberté d'expression. Elle affirme : « Il appartient seulement à Dieu de décider si vous êtes croyant ou mécréant. » À partir du moment où la religion est majoritaire, la question n'est donc pas de se demander s'il faut respecter cette religion, mais s'il faut respecter la pensée libre."

2. Comment cette pensée libre s'est-elle exprimée dans les pays où l'islam est majoritaire ?

"À l'âge classique, l'interdiction de la représentation est fondée sur l'idée que c'est une imitation de l'œuvre divine. Même les animaux, qui possèdent une âme, ne peuvent être représentés. Quant au prophète Mohammed, sa représentation est interdite parce que son image ne peut être altérée : il est impossible de faire le portrait de l'homme parfait. Pourtant, des représentations figurées du Prophète ont circulé du XIIIe au XIXe siècle."

3. Sur quoi repose l'interdiction de la représentation figurée en islam, qui a restreint la liberté de caricaturer, par exemple ?

"Beaucoup pensent qu'il n'y a qu'une doctrine iconophobe en islam, or je fais valoir une autre tradition, iconophile, qui a prospéré au XVIIe siècle mais qui a, hélas, disparu : c'est la théorie des deux calames. Les caricatures, elles, apparaissent au XIXe siècle, avec l'ouverture à la modernité. Cette éclipse se referme ensuite."

4. Après cette ouverture, pourquoi la liberté d'expression se durcit-elle au XXe siècle ?

"Avec la naissance des États postcoloniaux, la liberté d'expression se restreint. Ces États autoritaires font de l'islam une religion d'État, en adoucissant la rigueur du droit islamique classique. Mais ils interdisent par exemple le blasphème, en le sanctionnant par une peine de prison."

5. Vous estimez qu'il existe deux voies pour laisser une chance à la liberté d'expression en islam : l'islam libéral d'un côté et la libre-pensée de l'autre...

"En revanche, il faut neutraliser l'espace politique, c'est-à-dire considérer que l'État n'a pas à se mêler de religion. La laïcité démocratique peut permettre la coexistence de ces différents courants et la libre-pensée. Nous pouvons neutraliser les fondamentalistes par la polémique, la conversation, le meilleur des arguments : à travers la coexistence par le dissensus. Je plaide ainsi pour l'instauration d'une laïcité démocratique au sein des pays islamiques."

[Lire la suite](#)





Polémique Meurice : Quand on est transgressif, il faut savoir viser juste, par Xavier Gorce –

Après la blague polémique de l'humoriste de France Inter, comparant le Premier ministre israélien à "une sorte de nazi, mais sans prépuce", le dessinateur du Point analyse les raisons de cet "emballement".

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

**Extrait issu de l'hebdomadaire, L'Express,
le 16 novembre 2023**

"D'abord qu'est-ce que la satire - dont se réclame Meurice? Une critique sociale, sociétale, politique ultra-condensée, lapidaire, servie par une tonalité ironique qui vise à provoquer, si ce n'est le rire, au moins le sourire.

Le type d'humour peut varier : absurde, grotesque, clownesque, pamphlétaire... En sketch, en texte ou en dessin. Il peut être de parti pris, politiquement orienté (il l'est souvent), contestable, mais pour que cela porte, il faut que le propos soit juste.

Or c'est là que tout cloche dans la blague de Meurice. Tous les éléments de cette blague viennent se télescoper de façon catastrophique pour produire quelque chose qui n'est pas loin de la dégueulasserie intellectuelle.

Je cite : "Netanyahou [...] une sorte de nazi sans prépuce".

Qu'est-ce qui est invoqué ici?

"La cible est le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou. On peut bien sûr attaquer le kleptocrate, qui conserve le pouvoir par toutes les alliances possibles même avec les pires franges de l'échiquier politique, qui s'assoit sur les principes démocratiques en tentant d'étouffer la justice, sa politique colonialiste en Cisjordanie... la liste est longue!

(...)

Ensuite, il est décrit comme sans prépuce. Ce qui le ramène à sa "nature" de juif par le sexe et la religion. C'est, d'une part, de l'essentialisation par le physique qui n'a pas grand chose à envier à l'usage des nez et doigts crochus dans la caricature antisémite. On se rappelle aussi la recherche d'enfants juifs pendant la guerre en les déculottant, la nudité dans les camps et toute les humiliations déshumanisantes auxquelles cette désignation par le prépuce, ou plutôt son absence, peut évoquer. D'autre part, parler de prépuce fait encore l'amalgame entre politique, religieux, identité... Rappelons que tout juif n'est pas israélien, que tout israélien n'est pas juif, que tout juif n'est pas religieux, ni circoncis etc...

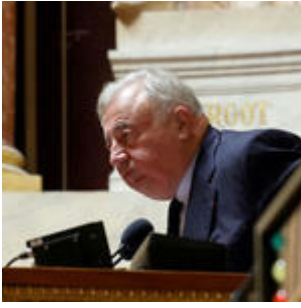
(...)

Pour sa défense, il invoque l'esprit Charlie et se dit transgressif et outrancier : "C'est mon boulot". Bon, la transgression quand on fait de l'humour de gauche pour un public de gauche, ça demeure un concept assez relatif.

Pour l'esprit Charlie, on peut s'en revendiquer mais tout dépend ce que l'on met dedans. Et pour Riss, son directeur, c'est vite vu : "L'esprit Charlie a bon dos : ce n'est pas une poubelle que l'on sort pour y jeter ses cochonnerie". Fin du sketch."

[Lire la suite](#)





Le Sénat a saisi l'Arcom sur l'affaire Meurice

Léa Salamé et Nicolas Demorand ne s'attendaient sans doute pas à cette réponse. Alors qu'ils interrogeaient mercredi matin Gérard Larcher, le président du Sénat, à propos du bilan de la marche de dimanche contre l'antisémitisme, ce dernier est revenu sur l'affaire Guillaume Meurice. Dans son viseur, la diffusion de son sketch, le 29 octobre dernier, comparant le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, à un « nazi sans prépuce ».

[Lire la suite](#)



Retour de Guillaume Meurice sur France Inter : « apaisement » et menaces sur la liberté d'expression - Le Parisien

Deux semaines après la chronique dans laquelle l'humoriste comparait le Premier ministre israélien à « un nazi sans prépuce », l'émission hebdomadaire le « Grand Dimanche soir », animée par Charline Vanhoenacker, était particulièrement attendue.

[Lire la suite](#)



Guillaume Meurice : de pitre en pire

L'humoriste de France Inter accumule les blagues douteuses. Celui qui s'était produit dans le théâtre dirigé par Dieudonné s'est pris les pieds dans le tapis en qualifiant Benjamin Netanyahu de « nazi sans prépuce ». Plus dure sera la chute ?

Sommaire

1. Le clown passe à la caisse,

"Quand Charlie tape indistinctement sur les intégristes catholiques, juifs et musulmans, le chroniqueur pas-antisémite tape indifféremment dans ses chroniques et sur son compte X sur les juifs, les juifs et quelques autres."

(...)

L'homme, qui n'est peut-être pas antisémite, semble flirter drôlement avec. Comme à l'hiver 2009-2010, quand il se produit sur la scène ouverte de La Main d'Or, théâtre boycotté par tant d'autres car, en ce temps-là, dirigé par... le très antisémite Dieudonné."

2. Méchante laïcité, vilaine république.

"À dire vrai, celui qui est aussi écrivain multiplie les guerres indignes. Pourfendeur de « l'islamophobie » – terme discutable qu'il confond avec la lutte contre l'islamisme et qui a déjà tué des caricaturistes –, il ne se prive jamais de cibler des combattants de la liberté. Si Sophia Aram, humoriste et féministe laïque universaliste, refuse le burkini, c'est, pour son confrère, prompt à casser du collègue, la preuve que « Sophia Aram, elle fait des imitations très réussies d'Alain Finkielkraut le matin ». Il faut dire qu'il ne rigole pas avec la méchante laïcité ou la vilaine République, encore moins avec la lutte contre l'extrémisme musulman.

Le burkini, par exemple. Contemplant la laïcité par le trou de serrure islamo-gauchiste, Meurice transforme volontiers ses micros-trottoirs en promotion du sinistre vêtement parce qu'après tout, les femmes «

elles le veulent » et que, merde, « on n'est pas sur CNews! ». Sa pensée se résume ainsi : si tu n'es pas de ma gauche, c'est que tu es d'extrême droite! Traduction : défendre la laïcité, c'est de droite. Comme le trop laïque et communiste Fabien Roussel, dont les électeurs ne sont pas « des gens de gauche » à ses yeux. « La gauche, dit-il, c'est une chronique de Sophia Aram d'il y a dix ans! » Dix ans, juste avant l'attentat de Charlie Hebdo."

[Lire la suite](#)



Après son sketch mentionnant Netanyahu, Guillaume Meurice entendu par la PJ parisienne

L'audition du chroniqueur fait suite à un sketch sur France Inter sur le conflit israélo-palestinien, dans lequel il désignait Benjamin Netanyahu comme « un nazi sans prépuce ».

[Lire la suite](#)



LIBERTÉ RELIGIEUSE



Historique d'une entrave à la Liberté religieuse : l'obligation du mariage civil avant le mariage religieux

Alors que la première distinction entre mariage civil et mariage religieux pour les non-catholiques date de l'Edit de tolérance de Versailles par Louis XVI en 1787, c'est en septembre 1791 que la constitution ne reconnaît le mariage que comme contrat civil. En septembre de l'année suivante, le mariage civil est formellement institué et le divorce autorisé. A ce stade, malgré la persécution que subit le clergé, le mariage religieux n'est pas assujéti au mariage civil préalable. Le régime en place ne reconnaît simplement pas le mariage religieux. Trois ans plus tôt, en 1789, avait été proclamée la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen déclarant dans son article 10 que « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi ». La loi considérait donc qu'il ne s'agissait pas d'un trouble à l'ordre public que d'être marié religieusement sans être marié civilement.

[Lire la suite](#)



MARCHE CONTRE L'ANTISÉMITISME



Jean-Luc Mélenchon dénonce un « échec » de la marche contre l'antisémitisme, il est le seul à le faire

Après une journée de mobilisation qui a réuni plus de 180 000 personnes en France, le leader de La France insoumise poursuit son cavalier seul. Même des dirigeants de gauche le critiquent.

[Lire la suite](#)



Marche contre l'antisémitisme : une foule compacte, digne, soucieuse de « montrer aux juifs de France qu'ils ne sont pas seuls »

REPORTAGE | Plus de 100 000 personnes ont défilé, dimanche à Paris, et des dizaines de milliers d'autres partout en France, pour la « grande marche civique » contre l'antisémitisme, en présence d'une bonne partie de la classe politique française, dont le Rassemblement national. Mais sans Emmanuel Macron, ni Jean-Luc Mélenchon et ses fidèles.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu du quotidien, Le Monde, le 13 novembre 2023

"Alors que Jean-Luc Mélenchon a refusé de se joindre à la marche civique contre l'antisémitisme impulsée par Yaël Braun-Pivet et Gérard Larcher, des élus LFI qui ne sont pas sur sa ligne ont, eux, défilé à Strasbourg. Les députés François Ruffin (Somme), Clémentine Autain, Raquel Garrido ou Alexis Corbière (Seine-Saint-Denis) ont répondu à l'appel de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme du Bas-Rhin, qui avait expressément exclu les partis d'extrême droite.

(...)

À Paris, dans la grande foule des anonymes, grand drapeau français sur le dos, Elon, lycéen de 16 ans, est de confession juive mais il affirme être « venu en tant que français » car « ça nous concerne tous. Les actes antisémites ont explosé. Quand je sors du lycée, je range ma kippa... ».

(...)

Beaucoup d'artistes ou de personnalités médiatiques battent le pavé, les comédiens Muriel Robin, Laurent Lafitte, Michel Boujenah, Pascal Elbé, Elsa Zylberstein ou Gwendoline Hamon, qui explique : « Je ne suis pas juive, mais les actes antisémites sont inadmissibles dans notre pays. Ce n'est pas ma France. » Mais aussi l'avocat défenseur de la laïcité Richard Malka, le philosophe Bernard-Henri Lévy, les dessinateurs Riss et Jul, la danseuse Aurélie Dupont, le chef Thierry Marx, les animateurs Thierry Ardisson ou Cyril Hanouna, la chanteuse Keren Ann, l'artiste Sophie Calle, tous éparpillés dans le cortège."

[Lire la suite](#)





Marche contre l'antisémitisme : 182.000 manifestants en France, dont 105.000 à Paris

Élisabeth Borne, Nicolas Sarkozy et François Hollande, mais aussi Marine Le Pen ont marché dimanche à Paris derrière une banderole «Pour la République, contre l'antisémitisme».

Ce qu'il faut retenir de la marche contre l'antisémitisme

Ce live est désormais terminé, merci de nous avoir suivis.

Voici ce qu'il faut retenir de la marche contre l'antisémitisme qui s'est tenue ce dimanche dans plusieurs villes de France.

Plus de 182 000 personnes ont défilé en France, dont 105 000 à Paris, a-t-on appris auprès du ministère de l'Intérieur et de la préfecture de police.

À l'exception d'Emmanuel Macron, les principaux personnages de l'État étaient présents. La première ministre, la présidente de l'Assemblée nationale, le président du Sénat ou encore les deux anciens présidents Nicolas Sarkozy et François Hollande ont défilé ensemble en tête de cortège.

Le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon, qui s'est distingué par son absence, a préféré critiquer l'«échec» de la mobilisation qui n'a servi qu'«au blanchissement des extrêmes droites».

Le Rassemblement national a défilé sans incident. Marine Le Pen et Jordan Bardella ont marché eux aussi de l'esplanade des Invalides au Sénat.

[Lire la suite](#)



NEUTRALITÉ DU SERVICE PUBLIC



Un État-membre a le droit d'interdire le port de signes religieux à ses agents, estime la justice européenne

La justice européenne a estimé ce 28 novembre qu'une administration publique avait le droit d'interdire à l'un de ses agents le port de signes religieux, y compris lorsqu'il n'est pas en contact avec le public. Cette décision pourrait avoir des répercussions en France et dans les autres États-membres de l'UE.

Sommaire

1. UNE AFFAIRE BELGE,
2. NEUTRALITÉ DU SERVICE PUBLIC.

[Lire la suite](#)





Port de signes religieux : l'interdiction autorisée dans l'administration publique –

Une décision de justice de la Cour européenne concernant une affaire belge, estime que toute administration publique européenne peut décider, ou non, d'interdire les signes ostensibles religieux à l'ensemble de ses employés.

[Lire la suite](#)



Une séance de prière collective musulmane à l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle déclenche la polémique

Après une séance de prière collective intervenue dans un hall de l'aéroport de Roissy, le groupe Aéroport de Paris a indiqué que cette première inédite était regrettable tout en tentant de calmer la polémique. Astrid Panosyan-Bouvet, députée Renaissance, a de son côté parlé d'une situation inacceptable.

[Écouter la suite](#)



Aumônerie hospitalière : textes réglementaires et laïcité

La loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Églises et de l'État énonce la base légale d'un droit à des aumôneries au sein des établissements de santé. Elle est suivie d'autres textes, décrets et circulaires qui précisent les modalités de présence des aumôneries au sein des établissements de santé. Voici quelques-uns de ces textes de référence.

[Lire la suite](#)



OPINION



Enki Bilal : « L'Occident est en train de s'effondrer sur lui-même »

À l'occasion de la sortie du livre d'art « Shakespeare-Bilal – Une rencontre », le plus illustre et visionnaire des dessinateurs de BD livre ses inquiétudes, immenses, sur la marche du monde.

« Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :
**Article issu du quotidien, La Tribune,
le 19 novembre 2023**

"Celui qui avait annoncé la chute des tours du World Trade Center – dans le package, il avait également mis la tour Eiffel ; maintenant, dans Bug, il la fait pencher... – s'alarme à présent

devant nous : « On a laissé le cheval de Troie entrer. Cela fait trente ans que j'annonce à mes copains qu'avec l'islamisme on est foutus. Au moment où les Frères musulmans sont apparus en Afghanistan, j'ai fait Le Sommeil du monstre , un livre très dur sorti en 1998 et vendu à 300 000 exemplaires ; mon propos était à 100 % inspiré par les Frères musulmans mais, à l'époque, je ne voulais pas nommer, et donc cibler, une seule religion. Aussi ai-je choisi de parler des trois monothéismes. Dans vingt ans, et probablement moins, peut-être seulement dix, on ne reconnaîtra plus l'Europe.

On assiste à la fin d'un monde, d'un grand monde, notre Occident. Et la fin de l'Occident secrète cette espèce de maccarthysme à l'envers qui s'appelle le wokisme et qui produit de la haine d'Israël, du capitalisme, de l'homme blanc. Il faut un incroyable aveuglement, et même une forme d'hémiplégie intellectuelle, pour ne pas voir ce qu'est l'islamisation du monde. Comment se fait-il que cela ait échappé à la jeunesse et aux wokistes ? Comment peut-on être wokiste, c'est-à-dire intégrer le néoféminisme, et islamo-gauchiste ? Je ne comprends pas ! Est-ce qu'on a entendu les néoféministes sur les femmes iraniennes ? Les associations LGBT qui manifestent pour les Palestiniens savent-elles comment les homosexuels sont traités à Gaza ? L'inculture est en train de gagner. Et le politique de s'autoanéantir. » L'inquiétude le brûle, et nous avec, a fortiori quand il nous confie n'être pas mécontent, dans ces circonstances, de ne pas avoir d'enfant. « J'espère que parmi les jeunes qui s'enflamment pour l'avenir de la planète il y en a qui sont également intéressés par l'humanisme...

(...)

Il faut un incroyable aveuglement, et même une forme d'hémiplégie intellectuelle, pour ne pas voir ce qu'est l'islamisation du monde.

Desproges me manque, Coluche me manque.

Ce n'est pas avec les humoristes de France Inter qu'on va y arriver.

Guillaume Meurice, c'est minable."

[Lire la suite](#)



PORT DE L'UNIFORME



S'habiller pour l'école

Exposition grand format du 10 juin 2023 au 31 mars 2024, aux 2e et 3e étages du centre d'expositions.

Chacun conserve dans sa mémoire d'écolier un souvenir en lien avec le vêtement, qu'il soit lié à une obligation scolaire, au vestiaire du cours de sport ou au souci d'être à la mode... Objet intime en contact avec le corps et témoin des premières tentatives d'affirmation de soi, le vêtement de l'enfant et de l'adolescent conserve souvent, chez l'élève devenu adulte, une forte charge affective.

[Lire la suite](#)



PORT DE SIGNES RELIGIEUX



Les propos de Raoul Hedebouw sur le port du voile à "8 ou 9 ans" suscitent une vive polémique : "Il n'y a plus de limites au délire collectif"

Alors qu'il était l'invité des Puncheurs ce dimanche, le Président du Parti du travail de Belgique a créé la polémique. Questionné par Martin Buxant, Raoul Hedebouw a tenu des propos qui ont choqué les internautes.

[Voir la vidéo](#)



PRIÈRE À L'ÉCOLE



Nice : Des enfants de CE2 organisent une prière dans leur école selon Christian Estrosi et la rectrice de l'académie

C'est un nouveau signalement après des faits similaires dénoncés en juin dans plusieurs établissements de la capitale azurée. Dans un communiqué commun publié ce lundi soir, le maire de Nice Christian Estrosi et la rectrice de l'académie de Nice Natacha Chicot indiquent qu'ils « ont été informés que deux enfants de CE2 avaient organisé ce jour une prière dans l'enceinte de leur école ».

[Lire la suite](#)



Non, des élèves de CE2 n'ont pas prié à l'école Pierre-Merle à Nice : il s'agissait de simples jeux d'enfants

Les cas dénoncés par la mairie à Pierre-Merle n'en étaient pas. Il s'agissait de jeux d'enfants. Mais la Ville n'a pas cru bon de rétablir la vérité.

(...)

Ce que confirment plusieurs sources. Les écoliers « invoquaient un fantôme en apercevant une bâche blanche coincée dans les branches d'un arbre de la cour » de récré, selon le père de l'un d'eux. Ce qui a été explicitement dit lors du rendez-vous avec Christian Estrosi par les trois parents convoqués. Et ça, la mairie ne le dit pas. Comme elle ne dit pas non plus que les trois familles concernées ne sont pas de confession musulmane : ce qui est sous-jacent à chaque fois que la mairie agite le drapeau rouge pour des faits similaires en dénonçant « une atteinte à la laïcité ».

Alors, pourquoi ce communiqué extrêmement ambigu, qui ne rétablit pas la réalité des faits ? Pourquoi ne dit-il pas clairement que ce n'était pas une prière, mais un simple jeu d'enfants ? Sollicitée dimanche soir, la mairie a répondu qu'elle restait sur son... communiqué.

[Lire la suite](#)



Prières dans une école à Nice : familles et syndicats démentent, mairie et rectorat maintiennent les signalements

Prières dans une école à Nice : familles et syndicats démentent, mairie et rectorat maintiennent les signalements.

[Lire la suite](#)



Prier à l'école, est-ce vraiment interdit?

Après les récentes polémiques sur des élèves de CE2 qui auraient prié dans des écoles niçoises, nous avons posé la question à un spécialiste: Christian Vallar, doyen honoraire de la fac de droit et de sciences politiques de Nice, agrégé de Droit public et avocat.. Ses explications.

[Lire la suite](#)



PRINCIPE À LA LAÏCITÉ



« Louis Aliot exerce la laïcité à sa guise » : nouvelle bataille autour de la crèche à la mairie de Perpignan - Le Parisien

Il fallait s'y attendre. La représentation de la nativité annoncée pour le 25 novembre prochain dans le patio de la mairie de Perpignan va donner lieu à une saisine devant le tribunal administratif de Montpellier.

[Lire la suite](#)





Perpignan : Louis Aliot annonce une nouvelle crèche de la nativité

Mais il n'est pas certain qu'elle se trouve cette fois dans l'enceinte de l'hôtel de ville.

Le sujet des crèches de la nativité est récurrent en fin d'année, notamment dans les municipalités dirigées par le Rassemblement national ou des élus proches du RN. Leur exposition s'oppose aux associations qui y voient une entorse à la laïcité.

Louis Aliot a annoncé un nouveau pessebre, une crèche catalane, en cette période de fin d'année. Mais elle pourrait, cette fois, être exposée devant la mairie et non au sein de l'hôtel de ville.

Régulièrement, le tribunal administratif condamne la présence de ces crèches de la nativité dans les lieux publics.

[Lire la suite](#)



Crèche de Noël controversée à Perpignan : comment le maire RN Louis Aliot espère empêcher l'interdiction en justice

Le Pessebre, crèche de Noël catalane, est inauguré ce 26 dimanche novembre à Perpignan. Si l'installation avait valu à la mairie de se voir imposer son retrait en 2022 au nom de la séparation des Églises et de l'État, elle a cette année été installée dans un caisson en bois au bord de l'hôtel de ville.

[Lire la suite](#)



PRIX DE LA LAÏCITÉ 2023

Comité Laïcité République
est pas une opinion, c'est la liberté d'es



Prix de la Laïcité 2023 : vidéos du déroulement de la cérémonie

Voir aussi le communiqué du CLR Les Prix de la Laïcité 2023 décernés à Michaël Delafosse, Hilda Dehghani-Schmit et Hirbod Dehghani-Azar, Robert et Elisabeth Badinter, Florence Bergeaud-Blackler, la troupe du Pompon (CLR, 9 nov. 23).

[Voir la vidéo](#)



RADICALISATION



INFO EUROPE 1 | Suspicion de radicalisation : ce que contient le rapport accablant sur le lycée Averroès de Lille

Georges-François Leclerc, le préfet du Nord, devrait demander lundi la résiliation du contrat qui lie le lycée Averroès à l'État français. Une décision qui intervient après les résultats du rapport de la commission consultative académique, qu'Europe 1 a pu consulter, sur le fonctionnement de l'établissement musulman lillois.

(...)

Le rapport brosse un portrait édifiant du personnel éducatif en place dans le lycée. En 2016, l'adjoint du directeur Makhoulf Mameche se positionne "contre la laïcité et pour un État islamique global". Pour atteindre cet objectif, il conseille "aux fidèles de cultiver le culte du secret, de travailler secrètement".

[Écouter la suite](#)



Lille : après la décision de la commission, le lycée musulman Averroès «ne veut pas se laisser faire»

La Commission a tranché. Par 16 voix pour et neuf abstentions, les membres de l'organisation ont donné leur feu vert pour résilier le contrat du lycée musulman privé Averroès avec l'Etat. Une décision importante pour l'établissement qui pourrait se retrouver sans revenu. Mais ces derniers assurent vouloir aller devant la justice.

[Écouter la suite](#)



RELIGION



"Les religions ne garantiront jamais la paix civile"

Jean-Pierre Sakoun, président d'Unité laïque, dénonce une gestion communautaire d'Emmanuel Macron, préoccupé par l'avis des représentants religieux, au détriment de la laïcité et du modèle républicain.

(...)

M. Macron est coutumier du fait. Il confond sciemment, au moins depuis la conférence des Bernardins en 2018, laïcité et coexistence des religions. Déjà, lors des confinements de la COVID, il avait réuni en audioconférence les représentants des six cultes les plus pratiqués en France, les présidents des grandes obédiences maçonniques et un représentant de la laïcité, qui aurait été en quelque sorte la religion des athées... J'étais ce représentant et j'avais rappelé qu'il aurait mieux valu se tourner vers... la représentation nationale, c'est-à-dire les élus de tous les Français, seuls légitimes à porter leur voix en commun.

Or, dans la crise antilaïque et antisémite que nous traversons le président a récidivé. Sa seule préoccupation semblant être la coexistence pacifique des croyants, il a donc reçu les cultes. Le

Grand rabbin de France Haïm Korsia et Elie Korchia, président du consistoire central israélite de France, le président de la confédération des évêques de France Éric de Moulins-Beaufort, le recteur de la grande mosquée de Paris Chems-Eddine Hafiz, Mohammed Moussaoui, président de l'union des mosquées de France, Sadek Beloucif, membre du forum de l'islam de France. Et pour faire bonne mesure une pincée d'orthodoxes, avec Dimitrios Ploumis, un saupoudrage de bouddhistes avec Antony Boussemart, un zeste de protestants, avec Christian Krieger. Bref, tout le monde était là...

[Lire la suite](#)



LE
DROIT D
GIONS

Élections et religions aux États-Unis

« L'Église et l'État ne seraient pas des sujets si compliqués si la religion était [...] une occupation purement personnelle à laquelle on peut se livrer en secret, comme la pornographie, dans l'intimité de sa chambre. Pour la plupart des croyants, ce n'est pas cela, et ne l'a jamais été. Les hommes et les femmes religieux de presque toutes les fois trouvent nécessaire de reconnaître et demander la bénédiction de Dieu comme un peuple, et non pas seulement en tant qu'individus, parce qu'ils croient en la "protection de la divine Providence", comme l'exprime la Déclaration d'indépendance, non pas seulement pour les individus, mais pour les sociétés ; parce qu'ils croient que Dieu est, comme la première Proclamation de Thanksgiving de Washington l'exprime, le "Grand Seigneur et Souverain des Nations". »

Cette citation est extraite d'une décision de la Cour suprême, et plus précisément de l'opinion dissidente du juge Scalia. Il y défendait la constitutionnalité des invocations et prières publiques pour les cérémonies de remise des diplômes dans les collèges et lycées. Cette perspective favorable à la reconnaissance d'aménagements en faveur des groupes religieux (majoritaires) est maintenant largement majoritaire au sein de la Cour suprême : l'enchevêtrement du fait religieux et de la politique connaît ainsi aux États-Unis un mouvement inverse de celui de la France.

Comme le montre le présent dossier, la nouvelle laïcité française veut mettre en place une neutralité religieuse de plus en plus poussée de l'espace public, tandis que l'actuelle majorité de la Cour suprême favorise les liaisons – que les Français qualifieraient sûrement de dangereuses – entre religions et politique. Le rôle politique que joue la Cour suprême s'illustre non seulement en matière religieuse, mais également s'agissant du droit électoral, qui traverse actuellement une grave crise. Ces deux courants jurisprudentiels ne sont pas indépendants, mais se nourrissent l'un l'autre. Ainsi, les minorités religieuses sont défavorisées sur le plan électoral, alors que les groupes religieux majoritaires ont les mains libres pour influencer la politique nationale.

Sommaire

1. Religions et politique : des liaisons dangereuses aux États-Unis,
 - 1.1. L'enchevêtrement du religieux et du politique,
 - 1.2. La Cour suprême médiatrice des relations entre religieux et politique,
2. Une protection asymétrique de la liberté religieuse en matière électoral,
 - 2.1. Une défense limitée des intérêts électoraux des groupes

- religieux,
2.2. Une large tolérance pour les pratiques religieuses (majoritaires) des élus,
2.3. Un financement de la vie politique sous influence religieuse.

[Lire la suite](#)



Le vote des musulmans en France (2002-2022) : de l'électorat captif à l'électorat capté ?

Apparemment, la nouvelle majorité présidentielle n'a pas joué sur la menace sécuritaire dans les discours de campagne, en mettant plutôt en avant le caractère protecteur de la laïcité pour le pluralisme religieux. Cette attitude – proche de celle du candidat malheureux de la primaire de la droite et du centre de 2016, Alain Juppé – tranchait avec l'alarmisme commun des partis de droite, vent debout face à la menace intérieure islamiste, et d'une partie de la gauche, inquiète du grignotage de la laïcité républicaine.

Sommaire

Introduction : L'émergence d'un swing vote,

1. De la loyauté à l'abandon socialiste (2000-2015),

1.1. Le vote socialiste et l'appartenance minoritaire (2002-2012),

- Présidentielles 2002 : entre 69 et 79 % de vote à gauche,

- Présidentielles 2007 : 95 % pour Ségolène Royal ou contre Nicolas Sarkozy ?

- Présidentielles 2012 : 86 % pour François Hollande ou contre Nicolas Sarkozy ?

1.2. La fin du vote socialiste, l'abstention et le vote à droite (2014-2015),

- Les raisons de la forte abstention,

- Les raisons de la « droitisation »,

2. De la majorité macroniste à la NUPES (2017-2022),

2.1. Le vote diversifié d'un électorat pointé du doigt (2017-2020)

- Présidentielles 2017 : 92 % pour Emmanuel Macron ou contre Marine Le Pen ?

- Les municipales 2020, le séparatisme et la menace islamo-gauchiste,

2.2. De fil en aiguille ? La loi confortant les principes de la République (2021) et le vote Mélenchon (2022),

- La loi d'août 2021 et ses effets sur les présidentielles de 2022,

- La stratégie gagnante de LFI aux législatives de 2022,

- Conclusion : une polarisation ethno-religieuse du vote français ?

[Lire la suite](#)



Pour toute information supplémentaire le site de l'ADFP



Réalisé avec [Scoop.it](https://www.scoop.intl.com/)